GLASUL MINORITĂŢILOR
LA VOIX DES MINORITÉS
DIE STIMME DER MINDERHEITEN

ANUL / ANNÉE / JAHRGANG } V. FEBRUARIE / FÉVRIER / FEBER 1927. NUMĂRUL / NUMÉRO / NUMMER } 2

Les questions minoritaires de la Yougoslavie devant l'Union Internationale des Associations pour la SDN.

II.

Exposé du second Délégué de l'Association Régionale du Sud pour la SDN. sur la situation politique, sociale et économique de la Minorité HONGROISE en YOUGOSLAVIE.

Mesdames et Messieurs,

Connaissant les pays, que le Prof. Ruyssen a parcourus et me rendant parfaitement compte des difficultés, contre lesquelles ses recherches avait à lutter, je ne suis aucunement surpris de voir, qu'il n'a pas entièrement réussi à dégager du fond des informations recueillies au cour de son voyage cette parcelle de vérité, qu'il y avait supposée et cherchée. Pourtant nous devons être reconnaissants à M. Ruyssen de sa tournée, car l'idée d'étudier et examiner sur place les questions minoritaires de l'Europe Orientale est sans doute des plus heureuses.

L'objectif, que nous prétendons de viser, est celui de propager et de populariser les nobles principes et les hauts idéals, qui ont inspiré les fondateurs de la S. D. N. et qui jusqu'à présent malheureusement ne pouvaient être réalisés que dans des proportions bien modestes. Pour atteindre ce but, à mon avis, l'Union devrait servir de tribune à toutes les idées et à tous les efforts tendant à préparer, à faciliter et à pousser la solution des questions internationales, qui depuis des années

restent en souffrance au grand détriment de la tranquillité et de la consolidation de notre Continent. Libre des entraves du formalisme officiel, elle devrait être une véritable pépinière des initiatives et actions sociales, qui réclament la mise en exécution des principes proclamés par la S. D. N. qui s'efforcent de tenir à l'ordre du jour les problèmes internationaux agitant les esprits dans l'Europe entière et qui tachent d'inculquer à l'opinion publique la nécéssité inéluctable de la solution prompte de nombre de questions, que le mécanisme lourd de la diplomatie pour des raisons d'opportunité hésite d'aborder.

Or c'est décidément la solution des diverses questions minoritaires qui forme le problème le plus important et le plus urgent, mais en même temps le plus épineux et le plus difficile à résoudre. Les Traités de Protection codifient les principes fondamentaux de la situation juridique des Minorités de langue, de race et de réligion incorporées à la suite des Traités de Paix dans les États Successeurs de la Monarchie Austro-hongroise et constituent la S. D. N. garante de leurs droits. Malheureusement cette garantie s'est montrée fort peu efficace et c'est précisément sur ce point que la S. D. N. a repondu le moins aux espoirs, qu'on avait mis en elle. Les États Successeurs de leur coté voient dans les Traités de Protection une immixtion dans leurs affaires intérieures et une atteinte de leurs droits de souverainité et font leur possible pour se soustraire à leurs engagements pris à ce sujet.

La malheureuse impasse, dans laquelle les diverses questions de Minorités se trouvent depuis des années à la suite de cet état de choses regrettable, tient les Minorités en agitation et effervescence constantes, envénime les rélation entre les États interessés et a fini par créer une atmosphère de nervosité, de méfiance et d'animosité, qui forme un des obstacles principaux du rétablissement de la tranquillité de l'Europe. Ces questions sont incontestablement bien compliquées, bien délicates et bien difficiles à aborder à cause des intérêts politiques, économiques et personnels, des antagonismes nationaux, des jalousies de race et des haines de réligion, qui s'y heurtent. L'Union ferait donc un oeuvre hautement humanitaire et rendrait un service inappréciable à la civilisation et à la pacification de notre Continent, si elle réussissait à préparer et à indiquer à l'opinion publique européenne et à la diplomatie offi-

cielle l'issue de la situation actuelle intenable. Son prestige moral, son impartialité, son désintéressement et son indépendance des courants de la politique du jour la prédestinent pour ainsi dire à prendre l'initiative de la solution juste et équitable de ce grave problème et lui assurent les meilleures chances de succès.

Mais si l'Union veut atteindre des résultats pratiques, alors elle ne peut pas continuer à assister en auditoire impassible aux discussions des parties en présence, pour leur recommander à la fin de se mettre d'accord entre elles, ce qu'elles auraient certainement déjà fait, si elles en avaient vu la possibilité. Bien au contraire l'Union, à moins qu'elle ne fasse déscendre ses débats au niveau de verbiages futiles et stériles, devrait trouver le moyen de se former une idée claire et exacte et une opinion indépendante et objective sur les questions, qui sont évoquées devant elle et devrait ensuite soutenir par toute son autorité et par tout le poids de l'impartialité de son jugement la cause, qu'elle reconnaitra juste.

Bien entendu une opinion tendant à trancher des problèmes tellement complexes et compliquées, comme les questions minoritaires, ne peut pas se baser uniquement sur l'examen et la pondération de la valeur des affirmations et dénégations des parties adversaires, mais doit être fondée principalement sur des expériences personnelles, des impressions directes et des constatations immédiates. Il faudrait donc procéder à l'étude, à l'investigation et à la vérification des diverses questions de minorités sur place par des organes indépendants, impartiaux et désintéressés. Les délégués qui en seront chargés, auraient certainement la possibilité de recueillir par voie de contact immédiat avec la population des pays visités des renseignements précieux et authentiques sur le milieu, l'atmosphère et les conditions, dans lesquelles ces peuples vivent. Pour pouvoir pousser à fond leurs recherches il faudrait naturellement leur laisser du temps et mettre à leur disposition les moyens d'investigation, que l'accomplissement de leur tâche exige.

Je partage parfaitement l'avis du Prof. Ruyssen que des enquêtes proprement dites se heurtent contre des difficultés presque insurmontables et seraient susceptibles de faire plus de mal que de bien. Néanmoins il y aurait certes moyen d'entrer en rapport avec toutes les parties interessées, d'examiner tous

les cotés des questions soulevées et d'investiguer de cette façon impartialement et minutieusement les problèmes qui se posent sans secourir à des auditions contradictoires et sans se tenir à des formalités ou procédés judiciaires. Évidemment la condition essentielle du succés de ces recherches est, que leurs conclusions ne soient pas basées sur les informations par la nature des choses, partiales voir même tendencieuses d'une seule partie et qu'elles ne se prêtent pas à des abus du prestige et de l'autorité de 'Union, en faisant confirmer et vérifier sous l'apparence de 'impartialité et du désinteressement des assertions mal fondées et mal intentionnées.

Je félicite donc le Prof. Ruyssen de sa tentative d'étudier et investiguer sur place les différentes questions de minorités dont l'Union a été saisie, parceque j'y vois le premier pas dans la voie de la coopération et participation active de l'Union à la solution des questions minoritaires.

À mon plus vif regret je ne peux pas faire de même en ce qui concerne les constatations et les conclusions de son rapport.

Comme Délégué de l'Association Régionale Hongroise du Sud je ne m'occuperai que du passage, qui traite la situation de la Minorité Hongroise de la Voïvodine et qui nous touche directement.

L'exposé du Prof. Ruyssen nous arrange bien sommairement par la constatation laconique de ne pas avoir entendu formuler aucune plainte de la part des Minorités hongroise, allemande, et roumaine.

Eh bien, Mesdames et Messieurs, si le Prof. Ruyssen n'a entendu formuler aucune plainte de la part des Minorités de la Voïvodine, c'est — je Vous en réponds — qu'il n'avait l'occasion de voir personne appartenant à ces Minorités ou bien qu'il a rencontré ses interlocuteurs dans des circonstances, qui ne leur permettaient pas de parler ouvertement.

Je me permettrai donc de compléter à ce sujet son compte-rendu par quelques données.

Je ne suis aucunement partisan d'une interprétation des droits minoritaires, qui voudrait constituer les Minorités en véritables États dans les États. Bien au contraire je suis intimément convaincu, que dans l'intérêt même de l'application des principes des Traités de Protection il faut s'abstenir de toute

réclamation, qui ne tient pas suffisamment compte des réalités et de l'amour propre et de la susceptibilité nationale des Majorités. Mais je suis non moins profondément pénétré de la nécéssité inéluctable de la mise en exécution loyale et prompte des stipulations des Traités de Protection visant à garantir l'existence nationale, la prospérité économique et l'égalité devant la Loi des Minorités incorporées contre leurs volonté et en contradiction flagrante avec le principe de la „self-determination" dans des États, avec lesquels elles n'avaient rien de commun.

Malheureusement sous ce rapport presque rien n'a été fait jusqu'à présent en Yougoslavie de sorte que la situation des Minorités de la Voïvodine est un véritable persifflage cynique et frivol des Traités de Protection.

Avant d'entrer en matière je me permets deux remarques au sujet des données statistiques éthnographiques de l'exposé du Prof. Ruyssen. D'abord si nous comparons les chiffres du rapport aux donées du Bureau Statistique de Belgrade, qui ne peut certes pas être accusé de partialité en faveur des Minorités, il en résulte une différence de 417.029 au désavantage des Minorités (156.409 Hongrois, 138.472 Allemands et 122.148 Roumains). Ensuite pour se former une idée exacte de la situation éthnographique dans la Voïvodine, il aurait fallu établir le rapport existant entre le nombre de toutes les nationalités, qui y habitent. Les statistiques officielles serbes reconnaissent 401.986 serbes, 110.087 croates et bounievatz, 67.886 autres slaves (slovaques, tchèques et ruthènes) 382.070 hongrois, 328.173 allemands, 831 albanais, 74.099 roumains et 5281 de diverses nationalités, ce qui donne un total de 1,380.613. Il en résulte que malgré les colonisations des dernières années, malgré l'expulsion en masse de Hongrois et malgré l'analyse de nom et de race appliquée aussi au récensement, le Gouvernement n'a pas réussi à hausser le nombre de la population serbe de la Voivodine au delà de 29%.

Notre premier délégué a profité de la conférence annuelle de l'Union à Aberystwith pour porter devant la Commission des Minorités la situation fâcheuse de la population hongroise de la Voïvodine.

Cette fois ci il Vous a exposé dans tous ses détails leur déplorable situation en ce qui concerne les questions scolaires et ecclésiastiques et a attiré Votre attention sur le danger immi-

nent qui en résulte pour leur existence nationale et pour leur vie culturelle et réligieuse.

Il ne me reste donc que de citer quelques faits et de Vous fournir quelques renseignements et données dans le but d'illustrer, caracteriser et confirmer les constatations de mon collègue.

Le Traité de Protection signé par la Yougoslavie et la Constitution de Vidovdane proclament solennellement l'égalité devant la Loi de tous les citoyens du pays et leur accordent en principe la pleine jouissance des droits civiques.

Néanmoins la population hongroise comptant plus qu'un demi million d'âmes n'a pas un seul représentant à la Skoupchtina. Je ne veux pas m'arrêter sur les innombrables abus commis au cours de la dernière campagne électorale (actes de violence des „éléments irresponsables", toutes sortes d'entraves administratives apportées à l'activité propagandiste et à l'exercice du droit de vote, éloignement des hommes de confiance des localités éléctorales, spoliation des urnes, déstitution des présidents des comités d'éléction, qui devraient être des juges et qu'on a remplacés par des agents de police, gendarmes, huissiers etc.) qui frappaient plus ou moins tous les partis oppositionnels et qui sont, paraît-il, considérés dans une certaine mésure comme des moyens licites et admis des luttes éléctorales. Mais je ne peux pas passer entièrement sous silence la détermination tendencieuse des circonscriptions électorales au désavantage des Minorités, l'arrestation des chefs et la suppression de l'organe du parti hongrois à la veille des élections et l'exclusion systématique des citoyens de nationalité hongroise des listes électorales sous prétexte que leur ressortissement serait douteux. Ainsi on a biffé à Zenta à la veille des élections par voie administrative d'un coup 6000 électeurs hongrois. En effet sur les environ 120.000 – 140.000 hongrois répondant aux conditions exigées par la Loi pour la qualité d'électeur ce n'est qu'une soixantaine de milliers, qui figurent sur les listes électorales et seulement une vingtaine de milliers a réussi à exercer effectivement son droit de vote.

L'autonomie communale et municipale, rétablie dans toutes les autres parties du pays reste encore supprimée dans la Voïvodine. Les fonctionnaires et les membres des Conseils communaux et municipaux sont nommés par le Gouvernement. Or ces fonctionnaires sont d'ordinaire importés de l'ancienne

Serbie. Ils ne possèdent d'habitude ni les qualifications, ni les qualités morales nécéssaires pour remplir les fonctions, qui leur ont été confiées, ne connaissent ni la langue, ni les moeurs, ni les habitudes de la population de la Voïvodine et se plaisent à faire sentir à leurs administrés leur toute-puissance par toutes sortes de vexations et de molestations. Par dessus le marché leurs appointements et leurs pensions de retraite passent au budget des communes et des municipalités. Ces dépenses constituent une charge formidable pour la population à la suite de la fréquence extraordinaire des mises à la raitraite ou en disponibilité. Ainsi le budget de la ville de Szabadka, sur lequel figuraient sous le régime hongrois les salaires et les pensions de retraite d'environ 900 fonctionnaires, doit pourvoir maintenant aux besoins de plus que 3000 fonctionnaires entre actifs et retraités.

Les actes de ces Messieurs touchent bien souvent au grotesque.

Ainsi dans une représentation d'amateurs à Szabadka on se servait par hasard d'un chandellier en verre de couleur verte. Quelques jours aprés les arrangeurs de la représentation devaient répondre de manifestation irrédentiste devant la police, dont la perspicacité politique a découvert, que les couleurs du chandellier, de la chandelle et de la flamme formaient le tricolore hongrois (rouge, blanc et vert).

A Zombor la providence policière se réserve aussi le droit de règler les danses des bals. On limite officiellement le nombre et la durée des danses hongroises et on fixe d'une façon obligatoire et inappellable le nombre et la durée des danses nationales serbes, même si personne des participants ne les connaît. L'observation de ces dispositions est surveillée et controlée par des agents de police montre à la main.

Dernièrement dans le village de Kishegyes un agent de police insulta et menaça d'arrestation dans les rues les passants, qui ne l'avait pas salué avec la dévotion, à laquelle il croyait pouvoir s'attendre.

On dirait, que les enseignes des magasins, les avertissements publices et privés, les inscriptions indiquant les noms des rues, les entrées et sorties des gares etc. servaient à orienter le public. Grave erreur! Les autorités yougoslaves y voient, paraît-il, un symbole de la souverainité nationale et n'y admet-

tent que l'usage de la langue serbe ou croate même dans des endroits, où personne ne lit et comprend ces langues.

Dernièrement on a défendu aux cinématographes de projeter des textes explicatifs hongrois avec l'argumentation bizarre, que dans les 7 ans écoulés depuis le changement de régime tout le monde avait l'occasion d'apprendre le Serbe.

Des concerts ne sont permis qu'à condition, que la moitié du programme soit composée de pièces serbes.

Je pourrais continuer sans fin l'énumération de faits de ce genre. Il serait évidemment injuste vouloir rendre responsable le Gouvernement de toutes ces anomalies. L'ignorance, le manque de bon sens, l'animosité personnelle et les préjugés nationaux des organes subalternes y entrent certes pour beaucoup. Mais d'autre part il est indéniable, que les nombreuses plaintes, qu'on a portées devant les instances supérieures au sujet des abus de pouvoir commis par leurs subordonnés sont restées jusqu'à présent sans aucune suite.

Vous direz, peut être, que ce sont des néantises. Et Vous avez raison dans une certaine mesure. Mais il ne faut pas oublier, que la vie ordinaire n'est précisément qu'une mosaïque de néantises de ce genre et qu'elle devient insupportable, si cette mosaïque se compose seulement d'insultes à l'amour propre, de vexations préméditées et de chicanes continuelles de la part des autorités.

Lors de l'invasion les sociétés hongroises scientifiques, culturelles, litteraires et de bienfaisance, de même que les associations, cercles, clubs sociaux et sportifs hongrois ont été supprimés. Leurs biens et fonds furent mis sous séquéstre et leurs localités furent requisitionnées.

Dernièrement on traite ces affaires avec moins de rigueur et on commence à permettre à ces organisations de reprende peu à peu leur activité. Malheureusement la solution de ces questions dépend uniquement du bon plaisir des autorités locales de sorte que, à coté d'une serie de dispositions équitables il y a un nombre égal de mésures injustes et arbitraires.

Ainsi les démarches réitérées de la population hongroise de Csonoplya, pour obtenir l'autorisation de la réouverture de leurs deux Cercles de Lecture Populaire sont restées infructueuses. Leurs deux bibliotèques servent encore de nourriture aux rats et souris d'une mansarde de la mairie.

A Bezdan les autorités ont refusé de permettre la réouverture du Cercle de Lecture Hongrois en alléguant, que ceux qui ont l'envie de lire, n'ont qu'à entrer dans la „Tchitaonitsa" serbe.

A Zombor on a ordonné la confiscation de la maison et des fonds du Cercle Populaire hongrois après avoir refusé la confirmation de ses statuts modifiés, identiques avec ceux du Cercle Populaire de Szabadka, qui par contre ont été confirmés.

Dans ces deux endroits on se porte, paraît-il, avec l'idée d'accaparer de cette façon les fonds et les bâtiments desdites sociétés pour les mettre à la disposition de certaines organisations serbes.

Le Ministère de l'Intérieur s'est aussi refusé de permettre la création d'une société litteraire hongroise pour la Voïvodine, bienque les statuts soumis à son approbation étaient identiques avec ceux de la „Matitsa", société litteraire serbe d'Ujvidék.

En général on pose comme condition sine qua non de la confirmation des statuts d'une société hongroise, qu'une partie determinée de ses membres et de ses administrateurs doit être de nationalité serbe. Vous comprendrez aisément, que, vu l'antagonisme très prononcé entre les diverses nationalités de la Voïvodine, cette condition trouble considérablement la vie intérieure des associations hongroises, paralyse leur activité et les prive bien souvent de leur caractère original. Car les membres serbes imposés par ordre du Moufti s'arrogent toutes sortes de privilèges et sont considérés par leurs compagnons hongrois, pas tout-à-fait sans raison, comme une espèce d'agents déguisés des autorités, qui leur ont été collés dans le but de contrôler, surveiller et espionner leur vie privée.

A titre de curiosité — unique probablement dans le monde entier — je voudrais encore mentionner, que aussi les banques et toutes les sociétés commerciales et industrielles de la Voïvodine sont astreintes à élire un nombre déterminé de directeurs et d'administrateurs de nationalité serbe. Les autorités s'arrogent donc le droit d'imposer sous un certain rapport au public et aux actionnaires les personnes, auxquelles ils doivent confier leur argent et l'administration de leurs entreprises.

Les théatres de la Voïvodine sont fermés aux acteurs hongrois et l'activité des troupes d'amateurs, qui s'étaient formées,

est paralysée par toutes sortes de vexations policières et chicanes administratives.

Il ne faut que comparer le sort des sociétés culturelles, littéraires, sociales et sportives hongroises à la situation des institutions similaires serbes – qui à part de leur pleine liberté d'action figurent sur le budget de l'État avec des subventions de 47,194.826 dinars – pour être fixé entièrement sur la sorte d'égalité devant la Loi, qui règne en Yougoslavie.

La terrible crise économique, dans laquelle toute l'Europe Orientale se trouve, redouble d'intensité dans la Voïvodine et pèse surtout à la population hongroise. En effet l'élément hongrois, qui a souffert plus que toute autre nationalité des réquisitions pendant les deux années d'occupation et administration militaire, lutte péniblement, outre les difficultés générales, contre certaines mésures du Gouvernement tendant à miner sa situation économique et à briser par là sa force de résistance économique et politique.

La Banque Nationale, qui est dans le pays la seule source de crédit à des conditions acceptables, fait la sourde oreille vis-à-vis des demandes de crédit provenant de coté non-serbe. La vie économique des Minorités de la Voïvodine est donc entièrement livrée à l'usure des petites banques de province. Un taux de 30–35% n'est pas rare. Dans ces conditions ce n'est pas surprenant, que des faillites de commerçants, d'industriels de propriétaires et même de paysans hongrois se succèdent avec une fréquence effrayante.

La situation est particulièrement aggravée par les inondations catastrophales des deux dernières années.

Pour protéger leurs terres contre les inondations et pour désécher les terrains d'inondation les communes et les propriétaires riverains ont fondé des sociétés spéciales autonomes, lesquelles, efficacement soutenues et subventionnées par le Gouvernement hongrois, ont exécuté dans le dernier demi siècle de vastes travaux d'endiguement et de régularisation et ont tenu en activité un grand nombre de puissantes pompes, repondant aux plus modernes exigences téchniques. Les capitaux privés engagés à ces travaux hydrauliques montaient dans la Voïvodine seule à plus que 50 millions de couronnes or.

Lors de l'invasion le Gouvernement serbe s'empara des constructions, installations téchniques, fonds et revenus desdites

corporations. Il a bien continué à percevoir des propriétaires et des communes riveraines les contributions spéciales destinées à subvenir aux besoins financiers de l'entretien des constructions hydrauliques et de l'administration des sociétés d'endiguement et de régularisation, mais les sommes perçues ont été affectées à d'autres dépenses. Le soupréfet de la Batchka a reproché ce fait ouvertement en présence d'une nombreuse assistance à plusieurs ministres, qui, visitant les contrées dévastées par l'inondation, l'accusaient de manque de prévoyance et d'énergie.

Le personnel technique hongrois fut successivement licencié et en partie expulsé avant bien des années et les digues et les installations techniques restaient depuis confiées aux soins du bon Dieu. De sorte que les digues mal entretenues ne pouvaient naturellement pas résister aux crues formidables des dernières années et les pompes mangées par la rouille et en partie démontées et volées ne pouvaient pas être mises en activité au moment du danger.

On évalue les dommages directes, que la dernière inondation a causé à des particuliers à plus que 500 millions de dinars. Environ 200.000 arpents cadastraux des meilleures terres de la Voïvodine ont été envahis par l'eau et sont menacés de redevenir des marais.

Plusieurs propriétaires fonciers riverains ont proposé au Gouvernement de faire exécuter tous les travaux de reconstruction nécéssaires à leurs propres frais pourvu qu'on garantisse l'exemption de leurs propriétés de la réforme agraire. Leur proposition fut nettement refusée, bienque ces terres ont été évacuées par les colons serbes à la suite des inondations.

Sur les instances pressantes des autorités locales et sur l'insistance presque menaçante de la population serbe des contrées devastées par l'inondation le Gouvernement a finalement décidé d'accorder un crédit de 10.5 millions de dinars pour les travaux de réparation. Mais cette somme, qui reste bien au dessous des contributions spéciales d'une seule année, suffira à peine à fermer momentanément les brèches des digues, ouvertes par les crues et est absolument insuffisante pour exécuter les vastes travaux de reconstruction, que l'état délabré des constructions hydrauliqes et des installations techniques exigerait d'urgence.

La sombre prognose, que la délégation de paix hongroise avait fait au sujet du sort et de l'avenier de cette malheureuse contrée, s'es donc entièrement réalisée en moins de dix ans.

Le système des contributions et la repartition des charges publiques se distinguent par leur iniquité prononcée envers la Voïvodine. Les impôts sont insupportablement lourds. La législation financière est extrêmement compliquée et donne d'ordinaire aux lois et ordonnances, introduisant de nouvelles contributions, force rétroactive jusqu' à l'année 1918, ce qui ménage à tout moment des surprises bien pénibles aux contribuables et aggrave singulièrement leur situation. Dans la Voïvodine on perçoit actuellement 21 différents impôts.

Pour illustrer la situation de la Voïvodine sous ce rapport je me permets de Vous citer quelques données d'un article publié le 12 juillet 1925 par la Sluzbene Novine, organe officieux du Ministère des Finances.

Dans le mois de mars de l'exercice 1923–1924 sur le total des impôts directes de 56,076.833 dinars la Voïvodine, représentant environ 9% du territoire et 10% de la population du Royaume, payait 18,456.125 dinars c'est à dire 33%. Dans le même mois de l'exercice 1924–1925 on a perçu dans la Voïvodine 23,127.665 dinars d'impôts directes, ce qui équivaut à 35% du total de 65,779.346 dinars.

Le total des impôts supplémentaires perçus au courant dudit mois de l'exercice 1924–1925 montent à 464,935.294 dinars, dont 127,854.522 dinars, c'est à dire 29%, tombaient à la Voïvodine.

Selon les Statistiques officielles la population de la Voïvodine participe aux charges publiques avec 360 dinars par tête, tandisque la participation des autres provinces varie entre 60 et 120 dinars par tête.

La brutalité, avec laquelle on opère l'exaction des impôts dans la Voïvodine, et suffisamment caractérisée par le fait, que dans le mois de mai de l'exercice 1924–1925 les recettes effectives provenant des impôts directes dépassaient de 8,205.582 dinars, c'est à dire de 60% les entrées prévues par le budget.

Finalement pour Vous donner un tableau fidèle de la situation je dois mentionner encore le fait, que la réforme agraire expropria les terres des communes et des municipalités, dont les revenus étaient affectées à leurs dépenses administratives. Il

a fallu donc subvenir à ces besoins par l'augmentation considérable des taxes communales et municipales qui s'élèvent au multiple des contribu ions perçues par l'État.

La soidisant réforme agraire frappe presque exclusivement les Minorités et surtout la population hongroise et ses institutions. L'église orthodoxe et les institutions serbes ont été traitées avec beaucoup d'égards pour des raisons d'ordre politique et aussi les propriétaires de nationalité serbe ont conservé presque intactes leurs terres, qui ont été qualifiées de fermes modèles.

Les ordonnances provisoires, qui règlent la réforme agraire, fixent le maximum des terres cultivées par le propriétaire en 300 hectares pour une famille, et le maximum de terres affermées pouvant appartenir à une famille en 100 hectares.

Les propriétés divisées continuent à figurer sur les cadastres aux noms des anciens propriétaires de sorte que les détenteurs actuels ne sont du point de vue juridique que des simples fermiers. La conséquence en est, que les propriétaires n'ont reçu jusqu'à présent aucun dédommagement ou loyer, la solution des questions financières étant remise au règlement définitif de la réforme agraire par voie législative. Par dessus le marché ils devaient payer pendant plusieurs années les impôts sur les revenus des terres, qui ne leur rapportaient plus rien.

La validité de l'affermage, qui, d'abord limitée à 1 an, en 1920 avait été étendue à 4 ans, fut prolongée par la loi d'indemnité de 1925 indéfiniment.

L'art. 38 de cette même loi autorisa les propriétaires à s' entendre avec leurs fermiers sur l'achat des terres affermées. Mais cette autorisation a une valeur très problématique, parceque ces braves gens considèrent les terres, qui leur ont été assignées comme des recompenses dues par le Gouvernement et ne veulent pas entendre parler d'aucune obligation de leur part.

Depuis 1923 on accorde aux propriétaires en principe un loyer annuel de 250 dinars par arpent cadastral, ce qui fait 10% du loyer normal. Ces sommes passent après la déduction des frais administratifs de 20–30% aux comptes courants spéciaux, ouverts à la Banque Nationale aux noms des propriétaires, qui seront clos et liquidés – dit-on – au moment du règlement définitif de la question agraire.

Jusqu-ici on a divisé 483 propriétés d'une étendue de 509.371 arpents cadastraux.

Les ordonnances agraires n'admettent parmi les ayants droit, que des gens de nationalité serbe, croate ou slovène, assurant parmi eux une priorité aux „Dobrovoliatz" (volontaires de guerre) et aux „Tchetniks" (membre d'une bande), Ces individus se recrutent le plus souvent parmi les éléments les plus turbulants des Balkans et bien armés et organisés en une espèce de milice, ils infestent la sécurité publique et terrorisent la population paisible de la Voïvodine.

Je me permets de toucher à ce sujet en passant un détail bien significatif. Le nombre des Dobrovoliatz et des Tchetniks a été évalué au commencement de la guerre à environ 40.000. Or malgrè les pertes qu'ils devaient nécéssairement essuyer pendant les 4 années de guerre, ils se sont mystérieusement propagés de façon, qu'on en pouvait coloniser dans la Voïvodine seule environ 200.000. Depuis deux ans on promet une enquête pour trouver l'explication de ce miracle par la vérification des documents justificatifs, mais rien n'a été fait jusqu'ici. L'État, que ces gens forment dans l'État, est, paraît-il, trop puissant.

Enfin je voudrais mentionner la clause d'inaliénabilité, qu'on a inscrite aux cadastres et qui ferme aux propriétaires toute source de crédit — à moins qu'ils puissent fournir des garanties spéciales — et achève par là leur ruine économique.

La conséquence naturelle de la situation, que je viens d'exposer, est, que la décadence économique de la Voïvodine avance rapidement et irresistiblement et nous ne sommes plus loins du moment, auquel les dernières traces de l'ancienne prospérité de cette province, qui avait été la plus riche et la plus florissante partie de la Hongrie, disparaîtra entièrement pour toujours.

De ce qui précede il résulte à l'évidence, que nous nous trouvons en face pas d'une tentative de resoudre le problème agraire, comme le Gouvernement serbe le prétend, mais d'une action de colonisation politique, préparée avec beaucoup de finesse et exécutée avec la dernière brutalité, dont le but à peine déguisé est la slavisation de la Voïvodine entière. Par dessus le marché on fait payer les frais de l'action cyniquement par les Minorités, dont on vise l'extermination.

Vous pouvez Vous imaginer aisément l'effet, que ce trai-

tement inique doit nécéssairement produire, sans distinction de race, de réligion et de position sociale sur les Minorités, qui voient les terres enlevées à leurs connationaux, à leurs communes et à leurs églises reparties entre des individus, assez souvent d'antécédents douteux, qui bien des fois ne s'entendent aucunement de la cultivation des terres, qui leur ont été assignées et profi'ent de leur position exceptionnelle pour faire sentir sans cesse à la population indigène d'une façon hautaine et blessante leurs sentiments hostiles.

Mesdames et Messieurs, j'ai taché de Vous donner en forme succincte un tableau fidèle et une idée exacte de la situation des Minorités de la Voïvodine. C'est à Vous d'en déduire les conséquences et les conclusions.

Le jeu, que le Gouvernement de Belgrade fait, est décidément des plus dangereux et entraînera tôt ou tard inévitablement des conséquences catastrophales. La politique malheureuse, qu'il a inaugurée vis-à-vis des Minorités est en contrediction évidente avec l'esprit des Traités de Protection et constitue un danger permanent pour la pacification de l'Europe Orientale. Car le traitement injuste et irraisonnable, que les Minorités de la Voïvodine subissent et qui foule aux pieds des principes juridiques universellement reconnus et solennellement proclamés par des pactes internationaux obligatoires, est susceptible d'éveiller, de fomenter et de porter à l'explosion les plus puissantes et plus pernicieuses passions humaines, les haines nationales, les jalousies réligieuses et la soif de vengeance, qui, une fois éclatées, seront bien difficiles à maitriser et finiront nécéssairement par compromettre gravement la consolidation labile de ces parties de notre Continent.

Je tiens à exprimer de nouveau au Prof. Ruyssen ma reconnaissance pour les intentions, qui l'ont décidé à entreprendre son voyage d'étude et je regrette vivement la divergence, qui se manifeste entre nos exposés. Mais nous ne pouvions pas faire à moins que de réctifier certains passages de son rapport, basés évidemment sur des informations inexactes. Car si nous acceptions sans remarques et confirmions par là ses constatations erronées, l'exposé, provenant du premier fonctionnaire de l'Union pourrait passer facilement pour une énonciation officielle de l'Union même, permettrait des conclusions absolument fausses et pourrait servir de point de départ à des discussions publi-

pues, qui rendraient un très mauvais service à la cause de la justice et de la vérité, de même qu'au prestige et à l'autorité de l'Union.

Je m'associe donc aux propositions de notre premier délégué, et je Vous prie de ma part aussi de chercher le moyen propre à parer aux inconvenients, que le rapport du Prof. Ruyssen est susceptible d'impliquer.

Ukraine.

Von Senator **Anton v. Lukasiewicz.**

Am 1., respektive 3. d. ist an leitender Stelle ein interressanter Artikel im „Universul" unter der Ueberschrift: Die „Ukraine" resp. „Die Ukrainer und die ukrainische Frage" erschienen. In demselben wird vom politischen Standpunkte auf die Notwendigkeit des Zusammengehens Rumäniens und der Ukraine hingewiesen.

Zur Aufklärung über die Verhältnisse in der Ukraine und die gegenwärtige Lage der Ukrainer sind die nachfolgenden Zeilen bestimmt.

Die Ukrainer sind mit ihrer über 40 Millionen reichenden Volkszahl nach den Russen das zweitgrösste slavische Volk, welches ein geschlossenes Territorium mit dem Zentrum in Kiew bewohnt.

Die Ukrainer wohnen hauptsächlich in den Flussgebieten des Dnjester, Dnjeper und Donetz, welche in das Schwarze Meer münden, dessen Haupthafen Odessa ist. Das ukrainische Siedlungsgebiet reicht von den Karpathen bis zum Kaukasus und dem Kaspischen Meer.

Am Donetz liegt die Kohle und am Dnjeper das Eisen. Vom Dnjeper bis zur kaukasischen Steppe dehnt sich die „schwarze Erde", Europas grösste Kornkammer. Um Kiew, Charkow und Poltawa rauchen die Zuckerfabriken. Im Chersonischen wächst der Tabak, am Don und in der Krim wird der Wein erzeugt. Zwei Drittel des Getreides, das Russland auf den Weltmarkt schickt, geht aus der Ukraine.

Von den 40 Millionen Ukrainern wohnen 32 Millionen in der zu Sowjetrussland gehörigen Ukraine, 7 Millionen in Polen, 1 Million in Rumänien und eine halbe Million in der Csechoslovakei. In der Ukraine ist die vollständige Ukrainisierung in Amt und Schule durchgeführt. Die Ukrainer haben dortselbst drei vollständige Universitäten und zwar in Kiew, Charkow und Poltawa, überdies eine Reihe von Volksuniversitäten. Das ganze Mittel- und Volksschulwesen ist ukrainisch. Vor Gericht und den Administrationsbehörden wird ukrainisch geamtshandelt und sind die Russen, die im Ganzen 2 einhalb Millionen in der Ukraina zählen, eine Minorität. Nur die Armeesprache ist russisch, während die Verkehrs- und Amtsprache ukrainisch ist.

Von dem 388.328 Quadratkilometer umfassenden Polen bewohnen die Ukrainer in geschlossener Masse fast ein Drittel, genau über 124.000 Quadratkilometer, ein Gebiet, das so gross ist, wie die Csechoslovakei und grösser als Belgien, Holland und Dänemark zusammengenommen. In Polen haben die Ukrainer ukrainische Lehrkanzeln an den Universitäten in Warschau und Lemberg, ukrainische Mittel- und ukrainische Volksschulen mit Polnisch als Unterrichtsgegenstand im ukrainischen Siedlungsgebiete. In Polen soll demnächst eine ukrainische Universität errichtet werden.

In Rumänien bewohnen die Ukrainer ein geschlossenes Siedlungsgebiet, das sich von der Maramuresch in den Norden der Bukowina und von dort in das nördliche Drittel Bessarabiens erstreckt. Ihre Einwohnerzahl beträgt rund eine Million. Mit der Ausdehnung der rumänischen Herrschaft über dieses Siedlungsgebiet wurde vom rumänischen Staate der ukrainische Unterricht in allen Volks- und Mittelschulen verboten und darf das Ukrainische im Amte nicht gebraucht werden.

In der Csechoslovakei wohnen 500.000 Ukrainer, die sich ihrer Muttersprache in Amt und Schule bedienen. Das Ukrainische ist im ukrainischen Sprachgebiete Amts- und Unterrichtssprache.

Das von allen Ukrainern bewohnte geschlossene Gebiet umfasst 850.000 Quadratkilometer und ist 2 einhalbmal so gross, wie Italien oder Grossbritanien mit einer der italienischen oder britischen Bevölkerung gleichen Zahl.

Ueberdies leben ungefähr eine Million Ukrainer in Amerika und bei 2 Millionen Ukrainer in Sibirien.

Ukrainas Geschichte ist wechselvoll. Seit dem Ende der Völkerwanderung haben die Ukrainer ihr Siedlungsgebiet, dessen Teile sie mehrmals verlieren und wieder gewinnen mussten, der Hauptsache nach behalten. Um das Jahr 800 n. Ch. begann in Kiew sich der ukrainische Staat zu bilden. Der sechste Fürst aus dem Hause Rurik, Wladimir der Grosse, der später in Folge der Verbreitung des griechischen Christentums heilig gesprochen wurde, einigte alle Ukrainer unter eigener Oberherrschaft. Die aus seiner Ehe mit einer byzantinischen Kaiserstochter entsprossenen Söhne setzte er zu Teilfürsten ein mit der Bestimmung, dass nach seinem Tode der jeweils älteste Fürst als Grossfürst über die übrigen den Kiewer Thron besteigen sollte. Das gab in der Folge oft Anlass zu Streitigkeiten über die Priorität und Rangfolge der sich stets mehrenden Fürsten und schwächte das Gesamtreich im Kampfe mit immer neuen aus Asien herandrängenden Nomadenvölkern.

Unter Einfluss der Kirche mit ihren zahlreichen Klöstern mehrte sich die Bildung der Bevölkerung. Der erfolgreiche Handel nach Nord und Süd, nach Ost und West sammelte grosse Reichtümer hauptsächlich in Städten, vor allem aber in Kiew, später auch in Halicz. Es blühte Gewerbe aller Art und Kunstgewerbe. Alles zusammen liess einen Wohlstand entstehen, wie er dazumal nirgends in Europa grösser zu treffen war.

Diese alte Ukraine und ihre Fürsten, sie verschwinden mit dem Falle Kiews (1240) und seiner Verwüstung durch die Tartaren auf Jahrhunderte hin aus der Geschichte.

Noch ein Jahrhundert lang hielten sich in dem Lande zwischen den Karpathen und dem Dnjester, Halicz oder Galizien noch die Ruriker Fürsten.

In der Folge erwarb Russland das sogenannte Hetmanat am linken Umfer des Dnjeper und das Gebiet der Zaporozer Kosaken.

Die sogenannte rechtsufrige Ukraine fiel im Jahre 1668 an Polen und von diesem in den Teilungen Polens in den Jahren 1792, 1793 und 1795 an Russland, mit Ausnahme von Ostgalizien, das an Österreich gelangte.

Alle Versuche Russlands und Polens, die Ukrainer zu entnationalisieren, scheiterten an dem Eigenwillen der ukrainischen Nation.

Als im Jahre 1917 das Zarentum fiel und für Russland

das Zeitalter einer demokratischen Regierungsform mit einer dezentralisierten Verwaltung möglich schien, organisierten die Ukrainer als erste in Russland die gesetzgebende Körperschaft „Zentralna Rada".

Mittlerweile waren in Brest-Litowsk die Friedensdelegierten der Zentralmächte und der Bolschewiken zusammengetreten. Die ukrainische „Zentralna Rada", welche, um der Bolschewikengefahr zu entgehen, die vollständige Unabhängigkeit der Ukraine durch ein Manifest proklamiert hatte, schickte zu den Friedensverhandlungen in Brest-Litowsk ihre Vertreter als souveräne Macht. Im Brest-Litowsker Vertrage anerkannte Sowjetrussland die Ukraine als selbständigen Staat und war jetzt General Paul Skoropadski, einer der grössten ukrainischen Magnaten, der dem hetmanischen Geschlechte entstammte, Hetman der Ukraina. Die Vertreter der österreichischen Ukrainer erhielten in einem Geheimabkommen von Österreich die Zusicherung eines autonomen Kronlandes samt den österreichischen, von Ukrainern bewohnten Gebieten, welch letztere Gebiete nach dem Zusammenbruche Österreichs zur ukrainischen Republik ausgerufen wurden.

Die Ukrainer besitzen eine ausgedehnte Literatur in ihrer Muttersprache, in ihrer Volkspoesie sind die Ukrainer unübertroffen, was von allen Folkloristen ausnahmslos anerkannt wird.

Von den ukrainischen Dichtern ist Taras Szewszenko derjenige, der am meisten in die Weltlitteratur Eingang gefunden hat.

Die Ukrainer sind wegen ihrer grossen Zahl und ihrer Siedlung im geschlossenen Gebiete die grösste und wichtigste Minorität Europas.

Die Ukraine, als Angelpunkt der osteuropäischen Frage, beschäftigt heute die grössten Staaten Europas und findet ihre grösste Würdigung in England, welches das wachsamste Auge und Empfinden in Europa für alle wiedererwachenden Völker hat.

Minderheitenrechte in Ungarn.

Von **Dr. Stephan von Csekey.**

I. Ungarn bestand tausend Jahre hindurch als Nationalstaat, d. h. in seiner Verfassung und in seinen öffentlichen Institutionen kam die eigentümliche Auffassung der staatsbildenden und staatserhaltenden ungarischen Rasse zur Geltung. Die Staatssprache

war, seit die lateinische aus dem öffentlichen Leben zurückgedrängt wurde (die Gesetze wurden bis zum Jahre 1830 lateinisch erlassen), die ungarische.

Trotz der kulturellen Überlegenheit des Ungarntums und trotzdem keine der verschiedenen Rassen und fremdsprachigen Volksstämme Ureinwohner des ungarischen Staatsgebietes gewesen war, vielmehr sämtliche später eingewandert sind, hat Ungarn die Rechte und Verpflichtungen seiner Bürger betreffend nie einen Unterschied nach Rasse und Muttersprache seiner Staatsbürger gemacht. Die Liberalität des Ungarntums wird gerade dadurch bewiesen, dass die fremdsprachigen Einwohner ihre Rasseneigentümlichkeiten und ihre Muttersprache im Bereiche des ungarischen Staates tausend Jahre hindurch bewahrt haben. Bis 1848 war die Gleichberechtigung der Adeligen, seither die der Staatsbürger ein leitender Grundsatz der Verfassung. Demnach kann in Ungarn eigentlich von keiner „Gleichberechtigung der Nationalitäten", sondern nur von der „Gleichberechtigung der Staatsbürger" gesprochen werden, denn die Nationalitäten sind nicht als solche also nicht als von rechtswegen anerkannte und umgrenzte Gruppen, Subjekte von Rechten und Pflichten, sondern sie sind dies als einzelne Staatsbürger ungeachtet ihrer Muttersprache, Rasse und Nationalität. Ebendaselbst stellt die Einleitung des GA. XLIV: 1868, der in seinem Titel den unrichtigen Ausdruck „Gleichberechtigung der Nationalitäten" benützt, richtig fest, dass jeder Bürger des Vaterlandes, möge er zu welcher Nationalität immer gehören, ein gleichberechtigtes Glied der einheitlichen ungarischen Nation ist.

Rumpfungarn ist ein Nationalstaat, denn 88,4% der Bevölkerung sind ungarisch (in Gesamtungarn 54,5%). Die völkischen Minoritäten umfassen 550.000 Deutsche (7,3%, früher 10,4%), 164.000 Slowaken (2,2%, früher 10,7%), 28.000 Rumänen (0,4%, früher 16,1%), 40.000 Kroaten (0,5%, früher 1,1%) und 26.000 Serben (0,3%, früher 2,5%). (Die alten Angaben beziehen sich auf das Mutterland, ohne Kroatien-Slavonien.)

II. Statt des Begriffs der „Gleichberechtigung der Nationalitäten" wurde durch den Friedensvertrag von Trianon der Begriff des „Schutzes der Minderheiten" eingeführt. Es werden darunter die besonderen Berechtigungen der zu einer Minderheit in Ansehung der Rasse, Nationalität oder Religion gehörenden

Staatsbürger und insbesondere die Versicherungen der Geltendmachung der Minderheiten verstanden.

Dieser neue Begriff des Minderheitenschutzes wurde durch den VI. Titel des III. Teiles des Friedensvertrages formell in das ungarische Staatsrecht eingeschaltet. Diese Anordnungen enthalten jedoch gegenüber der beispiellos liberalen Regelung des GA. XLIV: 1868 und insbesondere der Regierungsverordnung (Nr. 4044/1919 ME.) über die Gleichberechtigung der nationalen Minderheiten gegenüber materiell kein neues Recht. Die geltenden Bestimmungen der eben angeführten beiden Rechtsquellen wurden später in der Regierungsverordnung (Nr. 4800/1923 ME.) betreffend den Vollzug der im Friedensvertrag von Trianon in Bezug auf den Schutz der Minderheiten übernommenen Verpflichtungen zusammengefasst, so dass diese jetzt als Hauptrechtsquelle des Minderheitenrechtes betrachtet werden kann.

III. Die materiellen Vertragsnormen des Minderheitenschutzes teilen sich in zwei Kategorien: der Art. 55 schützt die Grundrechte der Minderheiten ungeachtet ihrer Staatsbürgerschaft, die Art. 58 und 59 dagegen bestimmen die Rechte der zu den Minderheiten gehörenden Staatsbürger. Diese Rechte können im Folgenden zusammengefasst werden:

Alle ungarischen Staatsangehörigen ohne Unterschied der Rasse, der Sprache oder Religion sind vor dem Gesetz gleich und geniessen die gleichen bürgerlichen und politischen Rechte (Art. 58 Abs. 1). Die Gleichberechtigung der Nationalitäten hat jedoch, wie darauf schon oben hingewiesen wurde, der GA. XLIV: 1868 in viel weitgehender Weise zugesichert. Die Ausübung der bürgerlichen und politischen Rechte dagegen wurde im GA. XLIII: 1895, § 2 ganz unabhängig von der Religion festgestellt.

Der Friedensvertrag hebt hinsichtlich der staatsbürgerlichen Gleichberechtigung nie Zulassung zu öffentlichen Stellungen, Ämtern und Würden oder zu den verschiedenen Berufs- und Erwerbstätigkeiten besonders hervor, behält sich aber nur die Gleichheit in Religion, Glauben oder Bekenntnis vor (Art. 58 Abs. 2). Viel weitgehender hat der GA. XLIV: 1868, § 27 besonders hervorgehoben, dass „die Nationalität bei niemandem als Hindernis bei der Erreichung welch' immer für eines der im Lande bestehenden Ämter oder Würden angesehen"; vielmehr wird die Regierung dafür sorgen, dass in den Ämtern

nach Möglichkeit Personen verschiedener Nationalität angestellt werden.

Ferner versichert der Friedensvertrag, dass im freien Gebrauch irgendeiner Sprache im Privat- oder Geschäftsverkehr, in der Religion, in Veröffentlichungen auf dem Wege der Presse, oder anderer Art, oder in öffentlichen Versammlungen keinen Staatsangehörigen Beschränkungen auferlegt werden dürfen (Art. 58 Abs. 3). Da in dem GA. XLIV: 1868 Einleitung Abs. 2 „allein hinsichtlich des amtlichen Gebrauches der im Lande üblichen verschiedenen Sprachen" gewisse Schranken gezogen, sonst alle als gleichberechtigt betrachtet wurden, enthält diese Bestimmung auch nichts Neues. Besonders wurde durch den GA. XLIV: 1868 der Muttersprache im Kirchenleben ein weiter Raum zugesichert (§§ 10, 14, 15, 23 und 24).

Der Friedensvertrag erkennt das Recht des ungarischen Staates zur Feststellung der Staatsprache an, schreibt aber vor, dass den nicht ungarisch sprechenden ungarischen Staatsangehörigen angemessene Erleichterungen bei dem Gebrauche ihrer Sprache vor Gericht in Wort und Schrift geboten werden sollen (Art. 58 Abs. 4). Durch die Regierungsverordnung Nr. 4044/1919 ME. wurde schon die Möglichkeit der Anwendung der Muttersprache vor dem Gericht geregelt, ja sogar die Gerichte verpflichtet, im Verkehr mit den Parteien in Wort und Schrift dieselbe zu benützen (§§ 10 und 11). Es muss hier hervorgehoben werden, dass der GA. XLIV: 1868 im Gegensatz zum Friedensvertrag nicht nur den Gebrauch der Muttersprache den Verwaltungsbehörden erlaubt (§ 23), sondern sogar vorschreibt, dass diese mit den Parteien in ihrer Muttersprache verkehren sollen (§§ 6, 21 und 25), dass jeder in den Sitzungen und Kommissionen der Selbstverwaltungskörper seine Muttersprache gebrauchen könne (§§ 3 und 24), dass die Gemeinden die Sprache ihrer Protokolle und Geschäftsführung selbst wählen können (§ 20), dass das Protokoll der Selbstverwaltungskörper auf Wunsch eines Fünftels der Glieder auch in ihrer Sprache geführt werden könne (§§ 2 und 20), dass die Gemeindebeamten verpflichtet sind, im Verkehr mit den Gemeindeeinwohnern deren Sprache zu gebrauchen (§ 21), dass in den Eingaben an irgendeine Behörde jeder seine Muttersprache benützen kann (§ 23) usw.

Endlich wird den Minderheiten das Recht zugesichert, auf eigene Kosten Wohltätigkeits-, religiöse oder soziale Einrichtun-

gen, Schulen und andere Erziehungsanstalten zu errichten, zu verwalten und zu beaufsichtigen, in ihnen ihre eigene Sprache nach Belieben zu gebrauchen und ihre Religion frei auszuüben (Art. 58 Abs. 5). Diese Berechtigung wurde im GA. XLIV: 1868, § 26 ebenfalls festgesetzt (vgl. noch dazu GA. XXVII: 1907, § 18.)

Das Verlangen des Friedensvertrages, dass die Minderheiten eines Gebietes, in dem von ihnen eine verhältnismässig beträchtliche Zahl wohnt, in den Elementarschulen in ihrer eigenen Sprache unterrichtet werden (Art. 59 Abs. 1), wurde im GA. XLIV: 1868, § 17 viel weitgehender verwirklicht, indem die Regierung „verpflichtet ist, in den staatlichen Lehranstalten möglichst dafür zu sorgen, dass die Bürger des Vaterlandes, welche in grösseren Massen beieinander wohnen, mögen sie zu welcher Nationalität immer gehören, ... sich in ihrer Muttersprache ausbilden können, bis die höhere akademische Bildung beginnt".

Schliesslich haben die Bestimmungen, welche darauf ausgehen, den Minderheiten von allen Beträgen, die etwa für Erziehung, Religions- oder Wohltätigkeitszwecke aus öffentlichen Mitteln in Staats-, Gemeinde- oder anderen Budgets ausgeworfen werden, einen angemessenen Teil zur Nutzung und Verwendung zu sichern (Art. 59 Abs. 2), ihre Vorgänger in bezug auf die Konfessionen im GA. XXXVIII: 1868, § 25.

IV. Was die formellen Vertragsformen des Minderheitenschutzes anbelangt (Art. 54 und 60), sei hier auf das oben beim Grundgesetz Gesagte (S. 421) hingewiesen.

Aus dem eben Ausgeführten geht hervor, dass die Verwirklichung des Minderheitenschutzes, die unter völkerrechtliche Kontrolle gestellt wurde, Ungarn durchaus nicht schwer fiel, da sein Nationalitätenrecht schon längst in weitgehendster Weise geregelt war, im Gegenteil, Gesetzgebung und Regierung arbeiteten seither am Ausbau des Schutzes der Minderheiten. (Die Vollziehung des GA. XLIV: 1868 geschah allerdings nicht zu jeder Zeit mit gleicher Intensität.) Über die Sicherung der Kenntnis der Minderheitensprachen in den öffentlichen Ämtern verfügt der GA. II: 1924 (siehe Anhang Nr. 7). (Vgl. dazu noch die Vollzugsverordnung Nr. 7500/1924 ME.)

Nach der schon bei den Rechtsquellen des Minderheitenschutzes angeführten Verordnung (Nr. 4800/1923 ME.) ist der

Gebrauch der Minderheitensprache vor denjenigen Behörden berechtigt und für diejenigen Behörden verbindlich, auf deren Gebiet wenigstens ein Fünftel der Einwohner zu derselben Minderheit gehört.

Neuere Verordnungen des Kultus- und Unterichtsministers bestimmen die Lehrsprache der staatlichen und Gemeindeschulen (Nr. 110.478/1923 und 62 800/1925 VKM.). In diesen Schulen muss nämlich in Gemeinden, in welchen sich vierzig zur Minderheit gehörende schulpflichtige Kinder befinden, oder wo die Mehrheit der Einwohner zur Minderheit gehört, die Sprache der Minderheit auf Verlangen der Eltern teilweise oder ausschliesslich als Lehrsprache angewandt werden.

Demzufolge sind für die erwähnten Schulen drei Typen möglich: 1. Schule mit ungarischer Lehrsprache nebst dem obligatorischen Unterricht der Minderheitensprache, 2. Schule mit Minderheitensprache nebst Unterricht der ungarischen Sprache als obligatorischen Gegenstand, 3. Schule mit gemischter Lehrsprache, wo die Fächer geteilt in ungarischer und Minderheitensprache oder gewisse Gegenstände in beiden Sprachen unterrichtet werden.

GA. XI: 1924 verfügt sogar über die Mittelschulen, in denen die Lehrsprache nicht die ungarische ist (§§ 2—4).

Alle diese Bestimmungen sind die schönsten Beweise des Bestrebens der ungarischen Nation nach Verwirklichung der menschlichen Freiheit und des Demokratismus.

Welche Eingaben gelangten bisher zum Völkerbund bezüglich der ungarischen Minderheiten?

Auf diese Frage gibt uns das im Vorjahre erschienene „Handbuch über den Schutz der Rechte der Minderheiten" von Zoltan Baranyai ausführlich Antwort. Laut der Zusammenstellung Baranyáis, wobei die Eingaben, die nur zur Orientierung des Hauptsekretariates an den Völkerbund eingereicht wurden, unberücksichtigt blieben, sind bezüglich der ungarischen

Minderheiten der Nachfolgestaaten folgende Eingaben dem Völkerbund übermittelt worden:

1. Im Auftrage der General Presbyterian Alliance, die sämtliche presbiterischen Kirchen der Welt in sich schliesst, also 30 Millionen presbiterische Gläubige vertritt, richtete am 23. Dezember 1920 J. L. Fleming, der damalige Sekretär der Alliance einen Brief an das Hauptsekretariat des Völkerbundes. In diesem Brief wird befürwortet, dass der Völkerbund eine internationale und interkonfessionelle Konferenz einberufen möge, deren Zweck die Lösung der Frage der mittel- und osteuropäischen konfessionellen Minderheiten sein soll. Zugleich mit diesem Brief reicht die Alliance auch den Bericht ihrer nach Mitteleuropa, besonders aber nach Siebenbürgen entsendeten Kommission ein (Raport of the Commission to visit Central Europe on behalf of the Alliance of Presbitarian Churches Eastern Section . . .) Ausserdem wird auch der an die rumänische Regierung gerichtete Aufruf der Alliance dem Völkerbund übermittelt.

Der Brief Flemings an den Generalsekretär des Völkerbundes, dessen Bestätigungsbrief und dessen kurze Vorbemerkungen, wurden in einer zweisprachigen Ausgabe vervielfältigt, den Mitgliedern des Völkerbundes bekannt gegeben. (21/68/5—41/9956/9956 — vom 6. Jänner 1921 — Council Document S. 4.)

2. Die ungarische Friedensdelegation lenkt in ihrer Note vom 24. November 1920 (No. 219) die Aufmerksamkeit der Botschaftskonferenz auf die Lage der Bevölkerung von Pécs—Baranya, welches Gebiet von jugoslavischem Militär besetzt war, auf die ungesetzlichen Massnahmen Jugoslaviens, auf das Schicksal der von jugoslavischer Seite Ausgewiesenen und letztens auf die Lage der ungarischen Minderheiten in den Nachfolgestaaten, in dem sie Abhilfe verlangt.

Jules Cambon, der Präsident der Botschafterkonferenz, übermittelt diese Note im Auftrage der Konferenz *am 21. Dezember 1920* dem Völkerbund mit der Bemerkung, dass der Völkerbund dringende Massnahmen zum Schutze der Durchführung der tschechoslowakischen und serbisch kroatisch-slovenischen Minderheitsverträge vornehmen soll, sobald der Friedensvertrag von Trianon in Kraft getreten ist.

Die Note der ungarischen Friedensdelegation, der Brief Jules Cambons an den Generalsekretär des Völkerbundes,

ausserdem die kurze Vorbemerkung des Generalsekretärs wurden in einer zweisprachigen Ausgabe vervielfältigt, den Mitgliedern des Völkerbundes bekanntgegeben (21/68/20 vom 28. Jänner 1921, Document du Conseil Z. 4).

3. Der ungarische Minister des Äussern schildert in seiner Note No. 32778/1921 vom 25. Februar 1921, gerichtet an die Budapester Hauptbevollmächtigten der Verbündeten und Assoziierten Grossmächte, in kurzen Zügen die das Sequester des ungarischen Grundbesitzes verordnenden Massnahmen der serbisch-kroatisch-slovenischen Regierung, dann die tschechoslowakischen Gesetze No. 215 vom 16. April 1919 und No. 329 vom 8. April 1920, deren eigentliches Ziel aber das Zugrunderichten der ungarischen Grundbesitzerklasse ist und die daher gegen die §§ 63 und 250 des Trianoner Friedensvertrages verstossen. Die Note ersucht die Hauptbevollmächtigten bei den Verbündeten und Assoziierten Grossmächten die Aufhebung dieser Gesetze, die gegen die Verordnungen des Friedensvertrages verstossen, zu erwirken.

Der ungarische Minister des Äussern schildert in seiner unter No. 13/pol. vom 31. Dezember 1920 (laut einer anderen Angabe vom 4. Jänner 1921) den Budapester Hauptbevollmächtigten der Verbündeten und Assoziierten Grossmächten übermittelten Note ausführlich das sich auf Siebenbürgen beziehende rumänische Agrargesetz von 20. September 1919, welches Gesetz alle Grundbesitze deren Besitzer fremde oder wie immer fremd gewordene Staatsbürger sind, für expropriierbar erklärt; ebenso ausführlich schildert diese Note auch die rumänische Regierungsverordnung vom 20. November 1920, wonach jeder ungarische Grundbesitz bis zu einem Minimum von 200 Joch in Zwangspacht zu geben ist. Das klare Ziel dieser Verordnung ist nach Ansicht des ungarischen Ministers des Äussern, das Zugrunderichten der siebenbürger ungarischen Grundbesitzerklasse und bedeutet daher die Ausspielung der Verordnungen über die Rechte der Minderheiten. In der Note verlangt die ungarische Regierung von den Verbündeten und Assoziierten Grossmächten, dass diese bei der rumänischen Regierung die sofortige Aufhebung dieser beiden rumänischen Gesetze erwirken sollen, da diese mit dem § 46 des Anhanges der Hager Konvention und mit dem Friedensvertrag in Widerspruch sind.

Baron Albert Bánffy und Frau, Grossgrundbesitzer aus der

Umgebung Klausenburgs, erheben wegen Übergriffe der rumänischen Behörden ebenfalls Beschwerden.

Der Pariser rumänische Gesandte widerspricht in seiner an den Präsidenten der Botschaftskonferenz gerichteten Note vom 4. April 1921 No. 47 C. kurz den durch die ungarische Regierung in Angelegenheit der rumänischen ungarischen Minderheiten und in der Frage der Siebenbürger Agrarreform an die Verbündeten und Assoziierten Mächte gerichteten Noten, ausserdem versucht er weitgehend das Vorhandensein der ungarischen Irredenta und deren Gefahr für Rumänien nachzuweisen.

Diese vier vorbezeichneten Dokumente übergab der Präsident der Botschaftskonferenz Jules Cambon am 15. April 1921 dem Völkerbund, da „die tschechoslovakischen und rumänischen Minderheitsverträge unter dem Schutz des Völkerbundes stehen."

Das neben dem Völkerbund wirkende Ungarische Sekretariat unterbreitete dem Völkerbund am 14. Mai 1921 eine ausführliche Note über die gegen die Bestimmungen des Minderheitsvertrages verstossenden Massnahmen der rumänischen Verwaltungsbehörden und anderer Behörden, indem es die einzelnen Massnahmen laut den Bestimmungen des Vertrages gruppierte.

Die Noten des ungarischen königlichen Ministers des Äusseren vom 25. Februar 1921 und vom 31. Dezember 1920, die Antwortnote des Pariser rumänischen Gesandten vom 4. April 1921, das an den Generalsekretär des Völkerbundes gerichtete Begleitschreiben Jules Cambon's vom 15. April 1921, der an Jules Cambon gerichtete Empfang der vier Dokumente bestätigende Brief des Generalsekretärs des Völkerbundes vom 14. Mai 1921, ausserdem das Gesuch des ungarische Sekretariates vom 14. Mai 1921, endlich die kurze Vorbemerkung des Generalsekretärs wurden in einer zweisprachigen Ausgabe gedruckt den Mitgliedern des Völkerbundes bekanntgegeben. (20. Mai 1921— C. 50. M. 24. 1921—I. 41/12285/12285. 41/12273/12273.)

Ausserdem antwortet der damalige ständige Vertreter Rumäniens bei dem Vökerbund Philippe G. Lahovary, im Namen seiner Regierung auf die Noten des königl. ungarischen Ministers des Äusseren vom 25 Februar 1921 und vom 31 Dezember 1920: „Minorités hongroises en Transylvanie". C. 488. M. 351. 1921. I.

4. Der ständige Vertreter Rumäniens bei dem Völkerbunde Philippe G. Lahovary antwortet am 30 November 1921 im Na-

men seiner Regierung auf die ausführliche Note des ungarischen Sekretariates neben dem Völkerbunde die am 14. Mai 1921 dem Generalsekretariat des Völkerbundes überreicht wurde (erschienen am 20. Mai 1921 in der Ausgabe No. I. C. 50. M. 24. 1921), in dem er Punkt für Punkt die mit Daten unterstützten Behauptungen der ungarischen Eingabe zu widerlegen versucht.

Die Eingabe Lahovarys versehen mit kurzen Vorbemerkungen des Generalsekretärs wurde in der nachstehend angeführten gedruckten Ausgabe den Mitgliedern des Völkerbundes bekannt gemacht: Minorités hongroises en Transylvanie. (C. 522. M. 370. 1921. I. Genève le 15 Decembre 1921. 10. S.)

(Fortsetzung folgt.)

Discursul d-lui Sándor József, rostit în şedinţa Senatului din 10 Februarie 1927 contra proectului de lege al Camerelor de muncă.

D-l Sándor József: Domnule Preşedinte, Domnilor Senatori! In motivarea proectului de lege chiar d l Ministrul Muncei, Cooperaţiei şi Asigurărilor Sociale, recunoaşte că, făcând cunoscut proectul de lege, în forma care este prezentată aci, pentru consultarea tuturor Camerelor de Industrie şi Comerţ ca şi organizaţiilor patronale şi muncitoreşti din ţară, avizele primite difere şi că mai cu seamă unanimitatea organizaţiilor profesionale de salariaţi, cer înfiinţarea nu a Camerelor de muncă ci de muncitori. Insă d-l ministru în interesul unei bune şi paşnice desvoltări a vieţei noastre sociale, zice, că bazat pe cunoaşterea relaţilor noastre sociale şi în primul rând psihologia elementelor producătoare, ca şi pe nevoile industriei şi comerţului, din punctul de vedere al unei bune şi paşnice desvoltări a vieţei noastre sociale, nu s'a ţinut la aceste avize, nici la proectul prealabil al d-lui Chirculescu. Ci a adoptat forma *Camerelor de muncă*, adică alcătuite pe baza paritară, jumătate din patroni şi jumătate din salariaţi. Căci d-l ministru, precum spune, tinde către o colaborare cât mai pronunţată a elementului patronal şi

salariat, fiindcă adopţii principiului salariaţilor recunoscând necesitatea delegaţiilor patronale, care să conlucreze cu reprezentanţii salariaţilor în chestiune de interes comun, rezultă că prin majoritatea chestiunilor din vorbă, organele cerute nominal rămâne Camere de muncitori, dar de fapt devin paritare.

Domnilor, partidul maghiar e un partid burghez-democrat, bazându-se pe massa poporului maghiar, împreună cu inteligenţa industrială, comercială şi diplomată, fiind clasa noastră proprietară — citiţi cartea lui dr. Gustav Adolf Klein, apărută nu de mult în Sibiu — prin reforma agrară aproape nimicită. Nu avem dar legături cu partidul socialist care şi la alegerile politice a avut candidaţi separaţi de noi, fără cartel. Insă avem o pătrundere naturală către cei moderaţi, fiindcă şi noi de la anul 1918 încoace, economiceşte din zi în zi ajungem la o treaptă de mai jos socială şi între muncitorii industriali şi de comerţ în mare număr avem şi consângenii noştri, cari cu muncă, cu mintea ageră şi cu economie are a deveni patroni şi — vorbesc prob şi leal — nici acuma nu au perdut simţământul de rassă aşa, cum şi reprezentanţii socialiştilor români au luat parte la Alba-Iulia. Căci sângele însfârşit nu se face apă şi în sânge se preface origina, precum se vede şi în bolşevismul rusesc, că e rus. Nu vă miraţi dară, dacă secţiunea industrială şi comercială a partidului maghiar, compusă din patroni burghezi, bazată tocmai pe cunoaşterea relaţiilor noastre sociale şi în primul rând pe psihologia elementelor producătoare, ca şi pe nevoile industriei şi comerţului, ieste pentru aşa zisele Camere de muncitori, după modelul celor existente, de exemplu în Austria, fiindcă şi desvoltarea industriei şi comerţului nostru din Transilvania, prin secole a mers după modelul austriac.

Prin acest model am adus noi industrie şi comerţ în trecuturi, chiar şi aici în vechiul regat şi ne satisface, că chiar şi d-l ministru recunoaşte, că colaborarea plănuită în proiect poate că la început va fi mai greoaie şi experienţa nu este străină de asemenea constatări. Numai că „începutul greoi", al d-lui ministru, să nu fie aşa, cum a scris Creangă sau Coşbuc, că: „Românului — poate şi Maghiarului şi Neamţului — numai începutul îi e greu, că mai încolo dela lucru lesne se lasă!"

Asta e tocmai, şi dacă d-l ministru crede, că această colaborare se va produce „prin forţa împrejurărilor", să ne per-

mită a declara că da, prin forța *legii*, cum spune proverbul german: Împăcați-vă, sau muriți!

Am aci o carte, scrisă de *M. I. Bonn* despre: Criza democrației și parlamentarismului în Europa, în care dovedește, că azi mai mult ori mai puțin domnește sau teroarea massei, sau dictatura de sus și noi suntem în curat, că soarta noastră e a căuta simpatia și înțelegerea dv., precum ne-am înțeles în secolele trecute în contra Turcilor. Căci, cum zice Românul: „Interesul poartă fesul". Știm dar că degeaba voim să ne opunem în contra d-lui ministru, dar totuș susținem teza noastră, gândind că elementul patronal își găsește deja reprezentarea și ocrotirea intereselor în Camerile de industrie și comerț.

Să aduceți acolo pe meseriașii patroni, cari plătesc 12% de dare și atunci litigiul va fi rezolvat. Astfel după Camerile de industrie și comerț și după Camerile Agrare, muncitorii industriași și de comerț nu vor avea Camera lor separată, pentru care s'a luptat atât.

Afară dacă d-l ministru vrea ca patronul să fie elefantul blând, care va înfrâna pe elefantul cel sălbatic. Însă patronii noștri nu sunt obiecte de experiment și într'adevăr proiectul creiază posibilitatea unor conflicte permanente a unor mentalități diametral opuse și antinome.

După această declarație nici nu obosesc mai departe onoratul Senat, fiindcă d-l ministru mi-a spus, că dela ideea fundamentală nu vrea a se abate de loc.

Să fie bun însă să primească amendamentele noastre la desbaterea parțială.

Ca bărbat de stat, dăruit cu mult umor și cu satiră, să nu uite exemplul acelui rabin, la care s'a dus o pereche conjugală pentru divorț. Rabinul, înțelept și isteț, uitându-se la soția, care era în altă stare, a zis: duceți-vă numai acasă, căci știu că după ceartă iar o să vă împăcați. Domnule ministru, dacă vreți ca în Transilvania cu acest proiect să aveți oarecare rezultat, vă rog ca să împliniți barem cererile noastre la detaiu, că altfel această căsătorie morganatică și forțată la noi nu va avea nici un rod.

Die Lage der jüdischen Minorität in Rumänien.

I.

Laut Erklärung des Präsidenten des Nationalitätenkongresses im Jahre 1926 hat der vorbereitende Ausschuss desselben folgende Bedingungen für die Zulassung von nationalen Gruppen aus den einzelnen Staaten Europas festgesetzt: „Einerseits müssen sie organisiert sein und einen selbständigen nationalen Kulturwillen haben, ohne dass die Mehrheit in ihnen selbst das Auftreten als besondere nationale Gruppe ablehnt. Andererseits müssen sie mit den Grundprinzipien unserer Bewegung und den Grenzen, die wir ihr gezogen haben, einverstanden sein". (Glasul Minorităţilor IV, 198.) Die zuletzt erwähnten Grundprinzipien beziehen sich auf die Anerkennung und Gewährleistung der national-kulturellen Freiheit, auf die kulturelle Selbstverwaltung, auf die Aufgabe des Völkerbundes hinsichtlich der Minderheiten und die Bereitschaft der nationalen Gruppen zur Mitarbeit (das. 199.)

Schon das erstgenannte Grundprinzip bringt eine Verwickelung in das Verhältnis der jüdischen Minorität in Rumänien zu den übrigen am Kongress vertretenen Minderheiten, indem ein Teil der in den von Ungarn an Rumänien abgetretenen Gebieten wohnhaften Juden keineswegs, wie erwartet werden könnte, die Anerkennung und Gewährleistung der *jüdischen* national-kulturellen Freiheit wünscht, diese vielmehr entschieden ablehnt, weil er sich durchaus als Teil der *ungarischen* national-kulturellen Gemeinschaft fühlt und als solcher angesehen und behandelt werden will. Dabei anerkennt und schützt dieser Teil der jüdischen Bevölkerung in den erwähnten Gebieten vorbehaltlos die hohen Werte der jüdischen Kultur, die er durchaus nicht missen möchte, nur dass er sie nicht als *nationale*, sondern als *religiöse* Kulturwerte anspricht und erhalten wissen will, weil er das Judentum nicht als nationale, sondern als rein religiöse Gemeinschaft ansieht und beurteilt. Obwohl analoge Erscheinungen auch bei den Juden anderer Länder nicht fehlen, stechen sie doch nirgends so stark hervor, wie in den verschiedenen Staaten zugesprochenen Teilen des ehemaligen Ungarn. Der Grund hiefür ist, dass die Juden in Ungarn im Laufe der Jahrhunderte und vornehmlich des letzten Saeculums in Sprache, Kultur, Sitte und nationalem

Empfinden sich in so hohem Maasse der ungarischen Nationalität angeschlossen hatten, dass sie trotz mancher verwaltungsrechtlicher Zurücksetzung und unbestreitbar vorhanden gebliebener gesellschaftlicher Vorurteile, ja auch zeitweise sich auswirkender antisemitischer Gesinnung in Wort und Tat als vollbürtige Ungarn sich erachteten, mit dem einzigen Unterschied des religiösen Bekenntnisses.

Dieser Tatbestand erhellt auch aus den statistischen Daten über die Muttersprache der Juden. Im ehemaligen Ungarn bekannten sich zur ungarischen Muttersprache im Jahre 1890: 62·61% der jüdischen Einwohnerschaft (aber nur 47·85% der röm. katholischen und 46·65% der gesamten Bevölkerung). Derselbe Prozentsatz wuchs bis zum Jahre 1910 auf 76·9%, während zur deutschen Muttersprache sich nur 21·6%, zur slovakischen 0·6% und zur rumänischen 0·1% (989 Personen) bekannten. Dabei wuchs der allgemeine Prozentsatz der Juden im Verhältniss zur gesamten Bevölkerung des Landes von 4·18% im Jahre 1890 auf 5% im Jahre 1910. In den an Rumänien abgetretenen Gebieten gab es Juden mit ungarischer Muttersprache

im Jahre 1890: 55·6% aber z. B. in der Stadt Satmar 97·1%
„ „ 1910: 73·3% „ „ „ „ „ „ Oradea 97·4%.

Dieselbe Tatsache wird auch durch folgende statistische Daten über die Unterichtssprache in den jüdischen Schulen erhärtet. Es gab jüdische Schulen in Ungarn:

	mit ung. Mutterspr.	mit deutsch. Mutterspr.	Zusammen
1893	532	29	561
1904	467	—	467

Von sämtlichen 1045 Lehrern an jüdischen Schulen im Jahre 1893 gab es nur einen einzigen, der nicht in ungarischer Sprache zu unterrichten verstand. Nach alldem erübrigt es sich wohl zu betonen, dass die in den früher zu Ungarn gehörigen Teilen Rumäniens im Jahre 1918 bestehenden 35 jüdischen Lehranstalten mit 85 Lehrern ausnahmslos in ungarischer Sprache unterrichteten.

Daraus erklärt sich der hohe Anteil, der am Aufbau der ungarisch-nationalen Kultur im weitesten Sinne den Juden in Ungarn nicht abgesprochen werden kann. In Handel und Industrie, in Wissenschaft und Literatur, in Wirtschaft und Politik haben die ungarischen Juden Leistungen vollbracht, die einen

beträchtlichen Teil der geistigen und materiellen Kulturwerte ausmachen, die Ungarn besonders in den letzten Zeiten seines unverminderten Bestandes hervorgebracht hat, ohne dass die etwa vorhandene besondere Note des jüdischen Geistes von den Juden selbst bemerkt und beachtet worden wäre, wenn sie auch von Anderen mitunter nur zu sehr betont wurde. Damit waren die Bedingungen für die restlose Entnationalisierung eines Grossteils der Juden in Ungarn gegeben, so dass sie von auswärtigen Stammesgenossen in wenig freundlicher Weise letzthin schon als „verdorrter Zweig am jüdischen Stamme" gekennt-zeichnet wurden. Wer aber dürfte gerechterweise einem Volksempfinden mit Vorwürfen an den Leib kommen, einem Empfinden, dass ganz aus sich selber heraus, ohne Einwirkung von aussen, unter Ausschluss jeder Art von künstlichen oder gar gewalttätigen Mitteln, als ein rein psychologischer Vorgang in die Erscheinung tritt? Es ist daher selbstverständlich, dass unter solchen geistig-psychologischen Bedingungen die aufkeimende jüdisch-nationale Bewegung in Ungarn nicht Fuss fassen konnte.

In solcher Verfassung traf der weltgeschichtliche Vorgang der Teilung Ungarns die Juden dieses Landes nicht minder wie die Ungarn selber als ein Donnerschlag, der sie zunächst betäubte. Diesen psychologischen Moment erachtete die zionistische Bewegung als den geeigneten zur Entfaltung des jüdisch-nationalen Banners, das auch tatsächlich im ersten Ansturm auf die Geister eine nicht unbedeutende Gefolgschaft namentlich in den an Rumänien angegliederten Teilen anzuwerben wusste und es bildete sich auf jüdisch-nationaler Grundlage ein „Siebenbürgisch-jüdischer Nationalverband", dem Viele unter Betonung ihrer unverbrüchlichen Zugehörigkeit zur ungarischen Kultur mit der Begründung beitraten, dass sie nicht für die ihnen in Fleisch und Blut übergangene ungarische eine ihnen bis dahin vollkommen fremde, die rumänische Kultur eintauschen möchten, der sie allenfalls die jüdische Kultur vorzögen, die ihnen wenn auch nicht in ihren nationalem, so doch in ihren religiösen Bestandteilen mehr naturgemäss erscheinen musste. Immerhin war damit dieser Teil der jüdischen Bevölkerung in nationaler Beziehung für die ungarische Minorität verloren. Dagegen blieb der ungarische Kultureinschlag in ihm restlos weiter bestehen und es sollte durch Errichtung von neuen Mittelschulen, die zugleich dass jüdische Bewusstsein mehr als bisher zu stärken

berufen waren, die Erhaltung desselben auch für die künftige Generation gesichert werden. Denn gab man die ungarische Sprache und Kultur ohne Weiteres auf, so lief man Gefahr, der unvermeidlichen rumänischen Assimilation in die Arme zu sinken, da an die Wiederbelebung des Hebräischen als Umgangssprache in absehbarer Zeit nicht zu denken war.

Unter solchen psychologischen Voraussetzungen wurde also nach der erfolgten geschichtlichen Umwälzung die Gründung von jüdischen Mittelschulen in Angriff genommen, die es bisher in Ungarn nicht gab, weil man mit der Erziehung in den ungarischen Staats- und konfessionellen Schulen vollkommen zufrieden war, indem die Unzulänglichkeit der religiösen und jüdisch-kulturellen Ausbildung der Jugend allgemein nicht als solche empfunden wurde. Nun aber regte sich das Bedürfnis nach Erwerbung der spezifisch jüdischen Kultur und der Erlernung ihrer Sprache, der hebräischen. Diese Tendenz bekundete sich vor allem bei Gründung je eines Knaben- und Mädchen-Lyzeums in Cluj im Jahre 1920. welche nur vorübergehend sich der ungarischen Unterrichtssprache zu bedienen und so bald wie möglich zur hebräischen überzugehen beabsichtigten. Dabei wollten sie wie natürlich dem Unterricht der rumänischen als der Staatssprache ausgiebig Zeit und Arbeit zuwenden. Es sollte aber nicht zur Ausführung dieser Pläne kommen, denn schon 1923 wurde die rumänische als Unterrichtssprache für sämtliche jüdische Schulen dekretiert. Da das ein Jahr früher eröffnete Lyzeum und die Handelsschule in Timişoara auf diesen Wunsch der Regierung ohne Zögern eingingen und alsbald zur Errichtung eines Schulgebäudes schritten, so konnten sich beide Schulen anfänglich ohne besondere Störungen weiter entwickeln, abgesehen natürlich von den an sich grossen Schwierigkeiten, die in der ohne genügende Vorbereitungszeit erfolgten Einführung der bisher fremd gewesenen Unterrichtssprache sich für Lehrer und Schüler in gleicher Weise ergaben. Dafür erging es umso schlimmer den beiden Lyzeen in Cluj, deren Öffentlichkeitsrecht noch im selben Jahre entzogen wurde, womit sie zu allmählicher Verkümmerung verurteilt waren. Dasselbe Schicksal ereilte auch das 1922 eröffnete Knabenlyzeum in Oradea, welches mit dem ausgesprochenen Programm begründet wurde, weiter der Verbreitung der ungarischen Kultur unter den Juden in Siebenbürgen zu dienen. Obwohl ein kom-

plettes Gebäude für die Zwecke des Lyzeums errichtet wurde, durfte es nicht länger als ein Jahr sich des Öffentlichkeitsrechtes erfreuen. Damit war auch diese Schule auf den Aussterbeetat gesetzt.

Auch die seit lange bestehenden jüdischen Bürger- und Volksschulen mussten sich dazu bequemen, zur rumänischen Unterrichtssprache überzugehen, was ihnen alsbald bedeutenden Abgang an Schülern einbrachte, da so manche Eltern der Ansicht waren, dass sie ihre Kinder wohl eher rumänischen, als jüdischen Lehrern anvertrauen können, die selber erst als gereifte Männer das Rumänische erlernen mussten. Demgegenüber kann als Tatsache festgestellt werden, dass der rumänische Unterricht in den jüdischen Schulen allgemein und wiederholt von den zuständigen staatlichen Aufsichtsbehörden als vollkommen genügend und erfolgreich anerkannt wurde.

Weniger Schwierigkeiten ergaben sich in den anderen neuen Provinzen Rumäniens, in der vormals österreichischen Bukovina und dem von Russland abgetrennten Bessarabien, wo es keine Assimilation im Sinne und noch weniger im Ausmass der ungarischen gegeben hatte, obwohl sich die Juden dort vielfach der deutschen, beziehungsweise der russischen Umgangssprache bedienten, aber grösstenteils das sogenannte Jiddische als Muttersprache im Gebrauch hatten. Sie waren zum grössten Teil jüdisch-national orientiert und wollten gern ihre Schulen auf die jiddische oder hebräische Unterrichtssprache einstellen. Sie fügten sich leichter der Notwendigkeit, die rumänische Unterrichtssprache in ihre Schulen einzuführen, die aber trotzdem sämtlich das Öffentlichkeitsrecht, insoweit sie es besessen hatten, einbüssten und demgemäss ebenfalls der Verkümmerung entgegengehen.

Im alten Königreich Rumänien gab es dieses Problem überhaupt nicht, da die dortigen Juden neben dem Jiddischen das Rumänische schon von jeher als Umgangssprache gebrauchten und demgemäss ihre Schulen, die niemals das Öffentlichkeitsrecht besassen, schon ursprünglich mit dem Rumänischen als Unterrichtssprache eingerichtet hatten. Unter ihnen gibt es eine starke rumänische Assimilation, freilich mehr in kulturellem Sinne, aber noch stärker und allgemeiner erscheint die jüdisch-nationale Bewegung mit und ohne zionistische Färbung.

Es ergibt sich demnach aus dem Bisherigen, dass es einerseits in den von Ungarn abgetrennten Gebieten Rumäniens eine kulturell hochstehende Bevölkerungsgeschichte unter den Juden mit ausgespochen ungarischem national-kulturellem Bewusstsein gibt und andererseits eine Minderzahl in Alt-Rumänien mit rumänisch nationalem Kulturwillen vorhanden ist, dass aber der weitaus grösste Teil der Juden im gesamten Königreich das Bewusstsein seiner jüdischen national-kulturellen Eigenart besitzt. Was also der jüdischen Minderheit in Rumänien fehlt, um als selbständige Gruppe bei dem Minoritätenkongresse zugelassen za werden, ist nichts anderes, als die Organisation als nationale die sie sich selber zu geben hätte. Dem stehen aber vorläufig Schwierigkeiten doppelter Natur im Wege. Einmal ist es die haarscharf kritisierende Denkungsweise der Juden im Allgemeinen, die der Einigung von Elementen so verschiedener geistiger Entwicklung auf ein auch in Detailfragen übereinstimmendes Programm hindernd im Wege steht. Ist es doch bisher nicht einmal gelungen, die zionistischen Organisationen in den vier Landesteilen Rumäniens zu einem föderativen Zusammenschluss zu vereinigen. Zum Anderen sind aber die Juden im ganzen Lande durch die noch zu schildernden Verhältnisse unleugbar zu sehr eingeschüchtert und von der herrschenden schweren wirtschaftlichen Depression zu sehr in Anspruch genommen, um der eigenen politischen Organisation die nötige Energie und den erforderlichen Aufwand an Zeit, Geld und Arbeit zuwenden zu können. Es bleibt daher abzuwarten, obwohl wahrlich Gefahr im Verzuge ist, bis bei weiterer Klärung der Lage zur Organisation der Juden in Rumänien als national-kultureller Minorität geschritten werden kann. Ist aber einmal die Organisation gegeben, so ist nicht daran zu zweifeln, dass die weiteren Bedingungen der Zulassung zum Minoritätenkongresse als prinzipielle Grundlagen ihrer zukünftigen Wirksamkeit bereitwilligst von ihr angenommen werden würden.

Veridicus.

(Fortsetzung folgt.)

STATISTISCHE MITTEILUNGEN.

Die Ein- und Auswanderung in Rumänien.

Vor Kurzem erschien eine äusserst interressante Statistik über die Ein- und Auswanderung in Rumänien. Aus den veröffentlichten Daten, die ein deutliches Bild der Bevölkerungsbewegung über die Grenzen zeigen, lassen sich so manche wichtige Schlüsse für das Problem der nationalen Minderheiten ziehen. Es ist ein schrilles Zeichen für alle Besonnenen, dem Auswanderungsproblem ein besonderes Augenmerk zu widmen. Die einzelnen Ziffern sprechen deutlich; besonders deutlich werden uns aber die Ziffern erst dann, wenn wir bedenken, dass die gleiche Tendenz auch in den Ein- und Auswanderungsstatistiken der vergangenen Jahre zu merken war und — wenn keine Abhilfe geschaffen wird — auch in den nächstfolgenden Jahren zu merken sein wird. Die Statistik zeigt uns eine auffallende Schwächung des Minderheitselementes in Rumänien mit all den traurigen Folgen.

Im ersten Halbjahr 1926 wurden insgesamt 14.168 Auswanderungsgesuche eingereicht, die sich in interessanter Weise auf die einzelnen Landesteile verteilen. An erster Stelle steht hier Bessarabien mit 9014 Emigranten, dann Siebenbürgen mit 3379 Emigranten, die Bukowina mit 1257 Emigranten und letztens das Altreich mit 518 Emigranten.

Es ist leicht erklärlich, warum Bessarabien die führende Rolle inne hat, da hier die Agrarkrise sich besonders scharf geltend macht. Am geringsten ist die Auswanderungsbestrebung im Altreich, da die Mehrheit der Auswanderer von den nationalen Minderheiten gestellt wird, die im Altreiche fehlen.

In Bessarabien verlangten 5112 Bulgaren, 2553 Ruthenen, in der Bukowina 832 Ruthenen ihre Pässe. Demgegenüber wünschten in Bessarabien nur 5 und in der Bukowina nur 8 Rumänen auszuwandern.

Aus dem Altreiche wanderten gegenüber 262 Juden und 116 anderen Nationalitäten nur 102 Rumänen aus. Juden verlangten insgesamt 1790 Pässe, davon 898 in Bessarabien und 455 in Siebenbürgen.

Die Zahl der ungarischen Passbewerber war 1253, fast durchwegs aus Siebenbürgen; die Zahl der deutschen Passbewerber war 1170, ebenfalls fast durchwegs aus Siebenbürgen. Die Gesamtzahl der rumänischen Passbewerber im ganzen Lande war 268.

Was das Auswanderungsziel betrifft, so steht an der Spitze Brasilien mit 9294 Gesuchen, dann Kanada mit 1613, die Vereinigten Staaten mit 894, Palestina mit 777, Argentinien mit 428 Gesuchen. Der Rest verteilt sich auf verschiedene Staaten. Da es mit Sicherheit anzunehmen ist, dass die Auswanderer nach Palestina Juden sind, so verlangte die Hälfte der jüdischen Emigranten ihren Pass für Palestina.

Der Verfasser der Statistik erklärt auch die grosse Zahl der sich nach Brasilien wendenden Emigranten. In den ersten vier Monaten des Jahres bezahlte die brasilianische Regierung die Reisekosten, infolge dessen nahmen die meisten Auswanderer gleich Frau und Kind mit, um die Reisekosten zu ersparen. Seit dem ersten Mai gewährt Brasilien diesen Vorzug nicht mehr, so dass die Zahl der entsprechenden Bewerber in den letzten zwei Monaten auf 218 sank. Die Zahl der Bewerber für Kanada nahm zu, da die dortige Regierung die Einwanderungsvorschriften erleichterte.

Die obigen Ziffern bezogen sich — wie erwähnt — auf die Auswanderungsbewerber (Passbewerber). Die Zahlen der effektiven Auswanderer zeigen ein etwas anderes Bild, da sie auch die Passbewerber des vorangegangenen Halbjahres enthalten, jedoch nicht die Passbewerber der letzten Wochen dieses Halbjahres.

Es wanderten insgesamt 18.768 Personen aus. Das Herkunftsgebiet der Auswanderer ist aber aus der Statistik nicht zu ersehen.

Die Proportion zwischen den eigentlichen Auswanderern und ihren Begleitern, dann bezüglich des Alters und der Beschäftigung der Auswanderer und bezüglich dem Auswanderungsziel ist dieselbe wie bei den Auswanderungsgesuchen. Bezüglich der Gebiete,

die diese eigentlichen Auswanderer liefern, gibt die Statistik keine Auskunft. Nach der Nationalität setzen sich die Auswanderer zusammen: 8746 Bulgaren, 2852 Russen, 2027 Ruthenen, 2402 Deutsche, 1265 Juden, 1134 Ungarn und nur 118 Rumänen, die auch nur meistens weiblichen Geschlechtes.

Gegenüber dieser grossen Zahl der Auswanderer ist die Zahl der Einwanderer nach Rumänien sehr gering: insgesamt 2561 Personen, wovon 2280 eigentliche Einwanderer sind und 281 Begleitpersonen.

Die meisten Einwanderer sind grossjährige Personen (1959 Personen) im Alter von 26—55 Jahren. Der Beschäftigung nach sind 782 Industriearbeiter, 829 bulgarische Gemüsegärtner, die nur als Saisonarbeiter gelten können, 322 gehören den freien Berufen an (Ingenieure, Kinderfräulein). Die Herkunftsländer sind in absteigender Reihenfolge: Bulgarien, Österreich, Tschechoslovakei, Polen, Griechenland, Ungarn und Italien. Aus den anderen Staaten sind kaum 100 Personen eingewandert.

Im gleichen Zeitraum verliessen 2867 frühere Einwanderer das Land, wovon 1103 Spezialarbeiter waren, 338 den freien Berufen angehörten und 345 ohne Beschäftigung waren.

Die Zahl der Einwanderer ermässigte sich daher für dieses Halbjahr eigentlich auf 306 Personen.

Aus dieser Statistik ergibt sich daher:

1. Die Zahl der Auswanderer ist verhältnismässig gross, die der Einwanderer verhältnismässig klein.

2. Von den Einwanderern verlässt der grösste Teil in kurzer Zeit das Land.

3. Die Zahl der Auswanderer rumänischer Nationalität ist sehr gering, da der überwiegende Teil von den Minoritäten: Ruthenen, Bulgaren, Juden und Ungarn gestellt wird.

Diese Feststellungen verdienen eine erhöhte Aufmerksamkeit, da die chauvinistische Propaganda, die in der letzten Zeit so viel Unfug trieb, diese Dinge in einem entgegengesetzten Lichte zeigt und daher unrichtig ist. Im Laufe dieser 6 Monate wanderten 115 Rumänen und 18.653 Minderheitler aus. Eingewandert sind 2561 Fremde, gleichzeitig verliessen aber 2867 Fremde das Land.

Rumänische Staatsbürger, die schon früher auswanderten,

kehrten im Laufe dieses Halbjahres in der Zahl von 246 zurück, wovon 130 Rumänen und nur 116 Minderheitler waren.

Als Schlussergebnis sehen wir das folgende Bild:

Rumänen wanderten aus 115, eingewandert 130, es entsteht ein Plus von 15 Rumänen.

Fremde und Minderheitler wanderten aus 18.653, in ihre Heimat kehrten zurück 2867, es verliessen daher das Land 21.520 Fremde und Minderheitler.

Demgegenüber wanderten ein 2561, in die Heimat kehrten zurück 116, zusammen also 2677 die nach Rumänien zurückkehrten. Ein Minus also von 18.843 Personen.

Wir sehen also eine Stärkung des rumänischen Elementes im Lande und ein absolutes Sinken der nationalen Minderheiten. Die nationalistischen Phrasen über die Fremden, die sich in Rumänien zum Schaden des rumänischen Elementes ständig niederlassen, gehören also in das Reich der Märchen, denn diese Behauptungen finden in den Daten der amtlichen Statistik keine wie immer geartete Stütze.

Vielmehr sehen wir aus dieser Statistik, dass sich die nationalen Minderheiten in starkem Abnehmen befinden. Die Frage ist nur noch ob diese Abnahme die ohne Zweifel nur zum Schaden des Landes erfolgt, nicht etwa durch eine grössere Geburtenzunahme der Minderheiten gegenüber dem Rumänentum wettgemacht wird. Da dies aber nicht wahrscheinlich, ja fast ausgeschlossen ist, so zeigt uns die angeführte Statistik wie ein Notsignal die drohende Gefahr, die die nationalen Minderheiten bedroht.

Director şi redactor răspunzător: Dr. Elemér Jakabffy.
Tipărit: Husvéth şi Hoffer, Lugoj.